



Convention relative aux droits des personnes handicapées

Distr. générale
27 mars 2017
Français
Original : anglais

Conférence des États Parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées

Dixième session

New York, 13-15 juin 2017

Point 5 d) de l'ordre du jour provisoire*

**Questions relatives à l'application de la Convention :
table ronde 3**

Promotion d'un aménagement urbain inclusif et mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes

Note du Secrétariat

Le présent document, qui a été établi en consultation avec la société civile et d'autres parties prenantes afin de contribuer à la table ronde sur la « Promotion d'un aménagement urbain inclusif et la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes », contient des renseignements de base approuvés par le nouveau Bureau, qui sont transmis à la Conférence des États Parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, à sa dixième session.

* CRPD/CSP/2017/1.



Vue d'ensemble

1. Dans la révision de 2014 du rapport *World Urbanization Prospects*, il était indiqué que 54 % de la population mondiale résidaient en zones urbaines en 2014 et que, selon les estimations, ce pourcentage atteindrait 66 % d'ici à 2050, soit environ 6,25 milliards de personnes¹, dont 15 % de personnes handicapées².
2. Il ressort des données disponibles que, dans le modèle d'urbanisation actuel, les personnes handicapées souffrent d'un manque généralisé d'accessibilité aux bâtiments, aux services urbains de base et aux moyens d'information et de communication. En outre, l'urbanisation extensive risque d'accentuer ces lacunes, en rendant notamment plus difficile l'accès des handicapés aux bâtiments, aux transports et aux autres services ainsi qu'aux services d'information et de communication de pointe dans les zones densément peuplées³.
3. Plusieurs autres facteurs font obstacle à la promotion d'un aménagement urbain inclusif pour les personnes handicapées. On citera notamment la méconnaissance par les responsables politiques, les planificateurs, les urbanistes et les professionnels des bonnes pratiques concernant ce type d'aménagement urbain, et leur défaut de sensibilisation à cet égard; le manque de lois, politiques publiques et normes techniques sur l'accessibilité pour régir la planification et la construction urbaines; la piètre application des textes en vigueur; l'insuffisance des ressources; et l'incidence des conflits armés⁴.
4. L'accessibilité est primordiale pour que les personnes handicapées puissent vivre de façon indépendante et avoir les mêmes chances de participer pleinement à la vie sociale. Si elles n'ont pas accès à l'environnement physique, aux transports, aux moyens d'information et de communication, y compris aux systèmes et aux technologies de l'information et des communications (TIC) et aux autres équipements et services ouverts ou fournis au public, les personnes handicapées ne bénéficient pas des mêmes possibilités d'intégration dans leurs sociétés respectives⁵.
5. La Convention relative aux droits des personnes handicapées⁶ prévoit que les personnes handicapées et les organisations qui les représentent doivent être régulièrement consultées et participer activement à l'élaboration, la planification, la conception, l'exécution, le suivi et l'évaluation des politiques de développement urbain et ainsi faire valoir leurs connaissances et leur expertise.

Convention relative aux droits des personnes handicapées : cadres et rapports pertinents

6. La Convention relative aux droits des personnes handicapées, qui est un instrument de défense des droits de l'homme juridiquement contraignant et

¹ [ST/ESA/SER.A/366](#).

² Organisation mondiale de la Santé et Banque mondiale, *Rapport mondial sur le handicap* (Genève, 2011). Voir: http://www.who.int/disabilities/world_report/2011/en/index.html.

³ [CRPD/C/GC/2](#), par. 7 et 16.

⁴ Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, *Towards inclusive, safe, resilient and sustainable Arab cities* (à paraître)

⁵ [CRPD/CAT/C/GC/2](#), par. 1.

⁶ Résolution [61/106](#) de l'Assemblée générale, annexe I.

expressément axé sur le développement social, reconnaît les droits et les libertés fondamentaux de toutes les personnes handicapées. En application de l'article 9 de la Convention, sur l'accessibilité, les États parties sont tenus de « prendre les mesures appropriées pour assurer aux personnes handicapées l'accès, sur la base de l'égalité avec les autres, aux équipements physiques, aux transports, à l'information et à la communication, y compris aux systèmes et technologies de l'information et des communications, et aux autres équipements et services ouverts ou fournis au public, tant en zones urbaines qu'en zones rurales ». Les États parties se sont également engagés à identifier et à éliminer les obstacles et barrières à l'accessibilité.

7. Aux termes de la Convention, les États parties reconnaissent l'importance de la conception universelle, définie à l'article 2 comme « la conception de produits, d'équipements, de programmes et de services qui peuvent être utilisés par tous, dans toute la mesure possible, sans nécessiter ni adaptation ni conception spéciale » et sans exclure « les appareils et accessoires fonctionnels pour des catégories particulières de personnes handicapées là où ils sont nécessaires ». La Convention établit également l'obligation qu'ont les États parties d'entreprendre ou d'encourager la recherche et le développement de biens, services, équipements et installations de conception universelle, conformément à l'article 4, et d'encourager l'offre et l'utilisation de ces biens, services, équipements et installations et de favoriser l'incorporation de la conception universelle dans le développement des normes et directives.

8. Conformément à l'article 21 de la Convention sur la liberté d'expression et d'opinion et l'accès à l'information, les États parties sont tenus de prendre toutes les mesures appropriées pour que les personnes handicapées puissent exercer le droit à la liberté d'expression et d'opinion, ce qui implique : a) de communiquer les informations destinées au grand public sous des formes accessibles et au moyen de technologies adaptées; b) d'accepter et de faciliter le recours à la langue des signes, au braille, à la communication améliorée et alternative et à tous les autres moyens, modes et formes accessibles de communication; et c) de demander instamment aux organismes privés qui mettent des services à la disposition du public de fournir des informations et des services sous des formes accessibles aux personnes handicapées et que celles-ci puissent utiliser.

9. D'autres articles de la Convention, tels que l'article 5 sur l'égalité et la non-discrimination, l'article 19 sur l'autonomie de vie et l'inclusion dans la société, l'article 20 sur la mobilité personnelle et l'article 28 sur un niveau de vie adéquat et la protection sociale et les articles sur l'éducation, le travail et l'emploi, la participation à la vie politique et publique et à la participation à la vie culturelle et récréative, aux loisirs et aux sports, concernent également le développement urbain inclusif.

10. En vertu du paragraphe 3 de l'article 4 de la Convention, les États parties s'engagent à consulter étroitement les personnes handicapées et à les faire activement participer par l'intermédiaire des organisations qui les représentent, soit les organisations de personnes handicapées. À cet égard, le Comité des droits des personnes handicapées a souligné l'importance d'associer ces personnes à l'élaboration et à la mise en œuvre des lois et des politiques adoptées pour appliquer la Convention ainsi qu'aux processus d'adoption de toute décision relative aux personnes handicapées.

11. La détermination de la communauté internationale à faire progresser les droits fondamentaux des personnes handicapées dans le cadre du développement durable a été renforcée par l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030⁷. Les personnes handicapées sont expressément mentionnées dans sept objectifs et cibles, en particulier l'objectif de développement durable 11 sur la viabilité des villes et des communautés, qui est assorti de cibles visant à mettre à leur disposition des systèmes de transport et des espaces publics accessibles.

12. Dans le cadre du Nouveau Programme pour les villes, adopté par la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) en 2016, les États se sont engagés à garantir un accès équitable et abordable aux infrastructures physiques et sociales de base durables pour tous, sans discrimination. Parmi celles-ci figurent des terrains viabilisés, des logements, des formes modernes et renouvelables d'énergie, une alimentation nutritive et suffisante, des services de distribution d'eau potable, d'assainissement et d'évacuation des déchets, une mobilité durable, des services de santé et de planification familiale, l'éducation, la culture et les technologies de l'information et des communications pour les personnes handicapées. Le Nouveau Programme pour les villes prône également l'élimination pour tous des obstacles juridiques, institutionnels, socioéconomiques et physiques⁸.

13. Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) engage les États Membres à appliquer les principes de la conception universelle et du « mieux reconstruire » durant la phase de relèvement, de remise en état et de reconstruction et dispose que les personnes handicapées doivent être habilitées à jouer publiquement un rôle de chef de file et à promouvoir des activités d'intervention, de relèvement, de remise en état et de reconstruction soucieuses de l'équité du traitement des hommes et des femmes et accessibles à tous.⁹

14. D'autres documents encouragent un aménagement urbain inclusif, tels que l'observation générale n° 2 (2014) du Comité des droits des personnes handicapées sur l'accessibilité¹⁰ et les observations générales nos 4 (1991) et 15 (2002) du Comité des droits économiques, sociaux et culturels sur le droit à un logement suffisant¹¹ et le droit à l'eau¹². Le rapport de 2016 du Rapporteur spécial sur les droits des personnes handicapées sur les politiques tenant compte du handicap¹³ vise à donner des informations aux États et aux autres acteurs sur la manière d'élaborer des politiques qui soient conformes à la Convention et qui puissent contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable.

⁷ Résolution 70/1 de l'Assemblée générale.

⁸ Résolution 71/256 de l'Assemblée générale, annexe, par. 34.

⁹ Résolution 69/283 de l'Assemblée générale, annexe II, paragraphes 30 c) et 32.

¹⁰ CRPD/C/GC/2.

¹¹ E/1992/23-E/C.12/1991/4, annexe III.

¹² E/C.12/2002/11.

¹³ A/71/314.

La voie à suivre : Mettre en œuvre le Nouveau Programme pour les villes et promouvoir davantage l'intégration et l'accessibilité pour les personnes handicapées

15. De nombreuses initiatives et bonnes pratiques peuvent aider les États parties à mettre en œuvre la Convention, tout en donnant suite aux objectifs de développement durable, au Nouveau Programme pour les villes et au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. L'Organisation internationale de normalisation (ISO) a publié des normes d'accessibilité aux bâtiments, aux transports et aux systèmes et technologies de l'information et des communications¹⁴. De même, l'Union internationale des télécommunications a établi des principes et des recommandations sur l'accessibilité des technologies de l'information et des communications pour les personnes handicapées¹⁵. Ces normes, directives et recommandations peuvent être adaptées à la situation particulière de chaque pays. Les audits d'accessibilité, fréquemment réalisés dans certains pays, peuvent être facilement mis en conformité avec les normes ISO.

16. Au niveau national, des progrès sont en cours pour intégrer les engagements susmentionnés dans politiques et actions urbaines visant expressément à rendre les villes et les communautés plus accessibles et inclusives pour les personnes handicapées. Le plan d'action pour faire de Kuala Lumpur une ville accessible est un exemple de bonne pratique qui respecte la Convention tout au long des trois étapes de la conception, de la construction et de la postconstruction¹⁶. Prenant en compte la participation et l'inclusion des personnes handicapées à chaque stade, le plan d'action met l'accent sur les trois domaines prioritaires que sont la législation, l'exécution et le suivi et la sensibilisation. Les concepts de base du plan sont la continuité d'accès, la disponibilité, l'accessibilité et l'applicabilité grâce au principe de conception universelle¹⁷. En outre, des systèmes de transport accessibles et rapides ont été construits à Curitiba (Brésil), à Bogota (Colombie), à Quito (Équateur), à Ahmedabad (Inde) et à Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie).

17. Enfin, la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes ne pourra pas aboutir sans la mise en place de larges partenariats multipartites et la participation pleine et effective des personnes handicapées et des organisations qui les représentent, conformément au paragraphe 3 de l'article 4 de la Convention.

Questions à examiner

18. Les participants à la table ronde sont invités à examiner les questions suivantes :

a) Quelles sont les possibilités offertes aux États parties de faire progresser l'application de la Convention aux niveaux national et régional par le Nouveau

¹⁴ Voir www.iso.org

¹⁵ Voir www.itu.int

¹⁶ *Good Practices of Accessible Urban Development: Making urban environments inclusive and fully accessible to all (ST/ESA/364)*, section III, étude de cas 3.

¹⁷ Voir *Accessibility for All: Good practices of accessibility in Asia and the Pacific to promote disability-inclusive development* (publication des Nations Unies, numéro de vente E.17.II.F.3)

Programme pour les villes, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe?

b) Quelles sont les solutions innovantes qui permettraient de favoriser l'aménagement urbain inclusif en faveur des personnes handicapées?

c) Quelle impulsion les systèmes et les technologies de l'information et des communications peuvent-ils donner à la promotion de l'application effective de la Convention et des directives formulées par le Nouveau Programme pour les villes?

d) Dans quelle mesure les stratégies nationales et régionales d'aménagement urbain inclusif peuvent-elles tirer parti des connaissances et de l'expertise des personnes handicapées et des organisations qui les représentent?
